

MEETING DE RENNES, MARDI 10 AVRIL 2012

DISCOURS DE FRANÇOIS BAYROU

Mes chers amis,

Ici bat le cœur de la Bretagne et, là où bat le cœur de la Bretagne, bat le cœur de la France !

Je suis très heureux de m'exprimer à cette tribune, après mes amis Grégoire Le Blond, qui a parlé en premier, Bruno Joncour, le maire de Saint-Brieuc, et Jean Arthuis, qui s'est exprimé en presque breton !

Je suis très heureux de saluer les élus de la région. Je vais en oublier et ils me pardonneront... Je veux saluer Françoise Gatel, Présidente de l'Association des maires d'Ille-et-Vilaine, Jean-Marc Lecerf et Jean-François Richeux, Conseillers généraux d'Ille-et-Vilaine. Je veux saluer les élus de Rennes et du département d'Ille-et-Vilaine, je veux saluer Joseph Kergueris et Philippe Nogrix qui sont au premier rang de cette salle. Je veux saluer Sébastien Couépel qui a joué, à l'Assemblée Nationale, comme Député des Côtes-d'Armor, le rôle que vous savez. Je veux saluer François Zocchetto, qui est arrivé avec moi dans le train, Sénateur de la Mayenne et Président du groupe centriste au Sénat.

Je veux dire à tous les élus présents qu'ils sont chers à mon cœur, comme chacun et chacune d'entre vous, si nombreux présents pour cette soirée.

Ce qui s'ouvre, nous le savons bien, ces deux semaines sont deux semaines cruciales pour la France et, pour qui observe l'Europe, Jean Arthuis vient d'en dire un mot, tout le monde voit bien que ces deux semaines, que l'on croyait de calme plat, que l'on présentait comme deux semaines de l'après crise, tout le monde voit bien qu'en réalité, cette crise, dont on nous a dit qu'elle était derrière nous, déploie ses nuages noirs à l'horizon.

Venu d'Espagne, on sent bien qu'un vent d'inquiétude frappe et a frappé aujourd'hui l'ensemble de ceux qui observent et entendent les réalités de l'Europe.

Cette crise est une crise qui menace la France aujourd'hui même.

Le gouvernement espagnol vient d'annoncer qu'en plus des dizaines de milliards de coupes dans les dépenses publiques qu'il avait déjà actées, il supprimait dix milliards nouveaux dans les dépenses d'éducation et de santé.

Or, pour qui sait le rapport entre le budget de l'Espagne et le budget de la France, en vérité, c'est le double que cela représenterait si notre pays était atteint par une obligation de cet ordre.

Eh bien, je veux vous le dire avec gravité, mais avec certitude : si je suis engagé dans cette campagne électorale, c'est pour que le mal qui a frappé la Grèce, le mal qui a frappé l'Italie, le mal qui frappe l'Espagne aujourd'hui ne frappe pas la France.

C'est pour que la France demeure à l'abri de ce genre de contagion que nous sommes engagés dans la campagne présidentielle française. C'est parce que nous ne voulons pas que cette fatalité nous atteigne à notre tour. C'est parce que nous voulons que le pays se libère de ce poids ou de cette fatalité qu'on lui présente depuis si longtemps.

Je suis venu devant vous en 2007 et j'étais venu en 2002 en disant : "Attention, nous allons droit heurter le mur de la dette. Ceux qui ont laissé grandir la dette française ont, en réalité, tendu un piège qui se refermera sur notre pays et sur les jeunes de ceux qui forment notre pays".

En vérité, si les jeunes, qui sont si nombreux dans cette salle, et ceux qui les entourent de la même génération étaient conscients de ce qui se passe, ils organiseraient des manifestations contre les dirigeants irresponsables qui, au travers du temps, de manière immorale et de manière laxiste, ont laissé dérapier les dépenses du pays et ont fait en sorte qu'elle va maintenant, cette génération nouvelle, avoir à assumer des charges excessives et des charges qu'aucun pays ne devrait imposer à ses plus jeunes.

Vous savez, dans la vie privée, quand on est une femme ou un homme ou quand on est une famille, on peut refuser un héritage en disant : "Excusez-nous, dans ce que vous nous laissez, le passif dépasse l'actif et nous n'avons aucune envie de nous charger, d'affronter ces charges indues".

Eh bien, quand on est un pays on ne peut pas le faire et c'est pourquoi il est une responsabilité, j'allais dire il est une responsabilité morale, pour ceux qui sont en charge des affaires du pays, de faire en sorte qu'ils gèrent bien les affaires de ce pays et qu'ils ne transmettent pas aux générations qui viennent une charge qui est une charge excessive et insupportable.

Cela n'a pas été fait depuis des années et ils ne peuvent pas dire qu'ils n'étaient pas au courant du risque, puisqu'il y avait au moins un homme politique dans chacune de ces élections présidentielles qui est venu dire : "Attention, ce qui nous menace devient tellement pressant que nous risquons de nous retrouver dans une situation insupportable".

Je veux, aussi incroyable que cela paraisse, mais je parle sous le contrôle de tous ceux qui occupent des responsabilités, et notamment Jean Arthuis qui a présidé la Commission des finances du Sénat, après avoir été ministre de l'Économie et des Finances, vous rappeler ceci : nous en sommes arrivés à un point aujourd'hui où la totalité de l'impôt sur le revenu de la totalité des Français ne suffit pas -il s'en faut de 15 ou 20%- pour payer les seuls intérêts de la dette que nous avons à rembourser.

45 millions d'euros d'impôts sur le revenu et, l'an prochain, 55 millions d'intérêts de la dette...

Cette situation-là, qui est en train de dérapier, qui non pas s'arrange mais s'aggrave, cette situation-là constitue une telle menace pour l'avenir de la Nation qu'il est de notre devoir de tracer la route de ceux qui ont décidé de faire face et de ne pas, plus longtemps, accepter l'inacceptable pour la France.

Avoir en tête ce qu'obligent les situations quand elles deviennent incontrôlées, cela devrait rappeler à la raison tous les responsables politiques inconséquents qui s'expriment dans cette campagne électorale-là. Il faut que vous sachiez que les dépenses dans lesquelles les pays qui sont entrés dans cette dérive sont obligés de couper, ce sont les dépenses mêmes qui sont celles qui nous font vivre ensemble.

Les retraites... Que les retraités sachent que nous nous battons pour conserver les retraites des Français et pour que, demain, on ne soit pas obligé d'amputer les pensions dans notre pays.

Que la Fonction publique sache que nous nous battons pour que, demain, les salaires des fonctionnaires ne soient pas l'objet des coupes qui sont actuellement décidées dans les pays qui nous entourent.

Que les médecins, l'ensemble du système de santé et les patients sachent que nous nous battons pour que l'on puisse continuer à rembourser les feuilles de Sécurité Sociale dans notre pays.

Nous nous battons pour ceux qui ont besoin de solidarité. Le modèle de la France solidaire, que nous avons affiché comme étant le modèle que nous voulons suivre pour notre pays, c'est ce modèle-là qui est en péril !

Généralement, on croit que ces questions -question de déficit et question de dette- sont uniquement des questions comptables.

Eh bien ce n'est pas vrai. Ce sont des questions sociales !

Les questions que nous mettons, nous, devant les Français, ce sont les questions mêmes de la survie et de la promotion, dans l'avenir, du modèle français que nous avons bâti ensemble : le modèle de solidarité sociale : la santé, la maladie, les retraites, les allocations familiales, les allocations du chômage, tout cela, c'est le modèle social français ; et le modèle républicain : le modèle des services publics, l'éducation, la sécurité, la justice).

Nous sommes un des seuls pays autour de nous qui a l'éducation gratuite. Il suffit de traverser la Manche pour vérifier qu'il y a beaucoup de pays de niveau comparable dans lesquels l'éducation est payante et payante cher, dans lesquels les grands-parents sont obligés de vendre leur maison en viager pour payer les études des petits-enfants, dès l'instant que l'on se trouve dans une de ces écoles qui paraissent en tout cas préparer mieux l'avenir que les autres.

L'école est payante, l'université est payante...

Nous nous honorons d'avoir bâti un modèle dans lequel, au contraire, l'école est gratuite, laïque, obligatoire, publique, dans lequel l'université est largement offerte aux étudiants, même si, dans certains cas, il y a des droits qui augmentent.

Nous avons bâti un modèle. Mes amis, c'est ce modèle-là qui est le sujet de la campagne électorale présidentielle, c'est ce modèle-là dont ils ne parlent pas.

C'est pour la défense et l'avenir de ce modèle que je suis engagé devant vous, et avec vous, c'est parce que je veux sauver et projeter dans l'avenir le modèle français, car ce modèle français se trouve aujourd'hui en péril.

En effet, c'est bien ce modèle qui va se trouver en première ligne, dès l'instant qu'ils auront laissé déraiser les dépenses, exploser les déficits, annoncer n'importe quelles promesses auxquelles les Français peuvent croire, mais pas un seul de ceux qui connaissent la réalité du pays parmi les responsables politiques ou les observateurs qui devraient être avertis ne peuvent ajouter foi à cette vision qui est complètement irréaliste et qui, en réalité, trahit l'intérêt même des citoyens, parce qu'on leur fait des promesses, mais la réalité fera que, non seulement ces promesses ne seront pas respectées, mais que le pays va se trouver au plus grand risque.

Voilà la réalité qui est devant nous aujourd'hui et voilà pourquoi nous sommes là ensemble.

Je tiens devant vous ces propos avec gravité, mais je vous assure que, cette gravité, elle est exactement à la mesure de la situation qui risque de se produire dans notre pays, non pas dans des années, mais à coup sûr dans quelques mois et peut-être même dans quelques semaines.

Si on lit l'ensemble des observateurs de la presse étrangère... Ils multiplient les articles stupéfaits, estomaqués, devant une campagne présidentielle qui évite tous les sujets qui sont les sujets de l'avenir du pays, tous les sujets qui tiennent, car tout se tient, à son endettement, à ses déficits explosifs, à son chômage insupportable.

Je rentre de la Réunion. J'étais dans un quartier, à la Réunion, dans lequel il y avait chez les jeunes de moins de 35 ans, 60% de chômeurs et, dans de très nombreux quartiers en France, c'est entre 30 et 40% de chômeurs chez les jeunes que l'on trouve.

Quel est le pays qui peut supporter que les plus jeunes des siens soient au chômage à 30, 40 ou 50% ?

Quel est le pays qui peut accepter cela ?

Quelles sont les familles qui peuvent vivre heureuses quand leurs enfants, même formés, même diplômés, se trouvent sans espoir de trouver un emploi ?

C'est parce que nous ne l'acceptons pas que nous sommes engagés et c'est parce que je ne l'accepte pas que je suis engagé devant vous et avec vous.

Mes chers amis, Jean Arthuis vous l'a dit avant moi et je vous le redis. Tout se tient. Pourquoi connaissons-nous les déficits et la dette ? Parce que nous ne sommes pas capables de trouver dans les ressources du pays de quoi financer le modèle social et le modèle républicain de service public que nous avons.

Nous avons bâti le modèle probablement le plus exigeant de toute l'Europe. Nous avons bâti le modèle qui demande des dépenses publiques plus élevées qu'aucun des pays qui nous entourent. Il faut savoir que la dépense publique en France pour financer le modèle social et le modèle républicain dont je parle équivaut chaque année à 57% donc beaucoup plus de la moitié des ressources que nous produisons chaque année, ce qu'on appelle le produit intérieur brut, le PIB. 57%... Les pays de l'OCDE, la moyenne des pays développés, sont à 43% et l'Allemagne est à 47%.

Nous sommes le pays qui a choisi le modèle le plus exigeant et celui qui demande donc le plus d'efforts de la nation, et nous l'avons fait parce que nous avons considéré nous, dans notre histoire, que Liberté, Égalité, Fraternité, cela avait une traduction politique et de solidarité à l'intérieur du pays.

Ce n'est pas parce que nous étions par vocation plus dépensiers que d'autres, c'est parce que nous avons été plus exigeants que d'autres dans notre histoire. Et évidemment, dès l'instant que le chômage explose, que les entreprises s'en vont, que la production ne suffit pas à faire face à la consommation intérieure, que nous sommes obligés d'importer beaucoup plus que nous n'exportons, c'est comme une petite entreprise ou c'est comme une famille : quand tu vends plus que tu n'achètes, tu gagnes, quand tu achètes plus que tu ne vends, tu perds.

Eh bien c'est la situation dans laquelle nous sommes, que l'on appelle le déficit commercial du pays et cette situation-là, l'an dernier, elle a pris sur les ressources des Français en 2011 la somme de 70 milliards d'euros pour aller soutenir les économies des pays qui nous entourent.

70 milliards d'euros c'est un chiffre qui passe vite comme cela, mais je m'honore d'être le créateur, le fondateur, le président, et d'ailleurs le seul à adhérer d'une association que je considère comme précieuse pour la vie civique du pays, qui est l'association pour la Défense du calcul mental en France. J'ai l'air de sourire et je souris en effet, c'est un gag que je fais à peu près tous les soirs, je dis cela pour que tout soit clair entre nous ! Mais ce n'est qu'à peine un sourire parce que si les Français avaient su réellement chacun d'entre eux, que 70 milliards, c'est 70 mille millions d'euros, alors je suis sûr que leur réaction aurait été différente parce que 70 mille millions d'euros, c'est l'équivalent du salaire annuel charges comprises de 3 millions de Français. Et donc nous prenons sur les ressources de notre pays le salaire annuel de 3 millions de Français pour aller soutenir l'économie des pays qui nous entourent !

Voilà ce qu'est notre déficit commercial. Si vous y réfléchissez une seconde, ces 3 millions de salaire-là, ils n'apportent pas les charges sociales pour financer la Sécurité Sociale, ils n'apportent pas les impôts pour financer les services publics. Au contraire, ils coûtent, ils coûtent en solidarité, ils coûtent en allocations chômage ils coûtent en angoisse, ils coûtent en déstabilisation pour les familles, ils coûtent en absence de projet pour les jeunes. Comment voulez-vous installer dans la vie, faire des projets pour l'avenir, fonder une famille, bâtir une histoire, si le sésame, la clef universelle pour avoir de soi-même l'image qui convient et pour regarder le futur avec confiance n'existe pas ?

Je dis que le chômage est une tragédie humaine, le chômage est une tragédie familiale, mais le chômage est une tragédie nationale, une tragédie y compris financière pour le pays.

C'est de là que viennent tous les problèmes et tous les déficits que nous rencontrons et, mes amis, on nous a expliqué pendant des années, et à vous aussi, que c'est la fatalité. On nous a expliqué pendant des années, et beaucoup d'entre nous l'ont cru, y compris beaucoup d'entre ceux qui sont dans cette salle, que c'était parce que la mondialisation imposait des règles nouvelles, que c'était

parce que les salaires chinois étaient tellement bas qu'il était impossible qu'un pays européen comme le nôtre y résiste. Oui ou non ? Vous avez entendu cette thèse ? On vous la répète à satiété.

Eh bien mes chers amis, cette thèse est fausse. Et là est la principale question de cette élection.

Si cette thèse était vraie, si c'était le niveau des salaires en Chine ou le niveau des salaires en Inde -je ne dis pas que cela ne joue pas, je dis que ce n'est pas la raison déterminante- si c'était cela la question, alors tous les pays européens membres de la zone euro seraient soumis à la même crise.

Si c'était la cause, la cause s'appliquerait à tous. Mais il se trouve, si nous ouvrons les yeux, que dans la zone euro, avec la même monnaie, avec les mêmes règles, avec le même modèle social ou à peu près, en tout cas avec le même coût du travail, nos voisins, on cite toujours les Allemands, mais on pourrait citer les Pays-Bas, on pourrait même -et beaucoup de Français seraient atteints dans l'image d'eux-mêmes- citer la Belgique, on peut citer l'Italie, on peut citer les pays scandinaves, tous ces voisins-là avec les mêmes règles réussissent à produire, à exporter, à battre chaque année des records alors que la France s'enfoncé dans l'échec.

C'est donc que le problème n'est pas européen, il n'est pas dans la mondialisation, le problème est français !

C'est nous qui avons, au cours des années par des décisions qui n'allaient pas dans le bon sens, perdu la bataille que les autres ont gagnée et je suis là pour que, cette bataille, nous la livrions à nouveau et que cette fois-ci nous la gagnions.

Je vous donne les chiffres, pour que nous ayons cette réalité devant les yeux, pour que l'on parle de choses sérieuses et pas de balivernes, comme parlent les autres. Nous étions nous, Français, à l'excédent encore en 2005, c'est il n'y a pas longtemps 2005, il y a sept ans. En 2005, le pays s'enrichissait tous les ans parce qu'il vendait plus qu'il n'était obligé d'acheter. Et puis on est passé d'un bénéfice à une perte, d'abord modérée, 10 milliards, puis 20 milliards, puis 30 milliards, puis 40 milliards, on est remonté un tout petit peu à 35 milliards, on est redescendu à 50 milliards.

En 2011, ce sont 70 milliards qui auront manqué dans nos caisses. Mais pendant ce temps, nos voisins Allemands, avec bien des difficultés aussi, qui étaient derrière nous en 2005 ont pris courageusement les décisions qui s'imposaient pour redresser les choses, non pas que je veuille que le modèle allemand devienne le modèle français, je vous proposerai tout à l'heure un autre modèle et je crois qu'il est profondément fondé, mais en 2005 les Allemands qui étaient derrière nous ont courageusement commencé à remonter la pente et là où l'an dernier nous avons fait 70 milliards de perte, eux ont fait 160 milliards de bénéfices. Cent soixante mille fois un million d'euros !

C'est la raison pour laquelle, dans des régions nombreuses de l'Allemagne il n'y a plus de chômage. L'an dernier, la plus grande vague de licenciements en Allemagne, c'est à l'Agence pour l'emploi qu'elle a été faite parce que, dans toutes les régions de l'ancienne Allemagne de l'Ouest, le chômage est descendu au-dessous de 4 %, c'est-à-dire qu'en réalité il n'y a plus de chômage. Oh je ne dis pas qu'il n'y ait pas des défauts dans le modèle, mais en tout cas, la réalité est ce qu'elle est. Voilà une économie semblable à la nôtre qui produit des emplois et produit des richesses pour mieux équilibrer la société allemande. Et, avec un coût du travail bien supérieur au nôtre, nos voisins Suisses -ce n'est pas un pays où le niveau de vie ne soit pas haut- produisent et exportent avec des salaires de 15 à 20% supérieurs aux salaires français.

Et donc en effet, pour moi, la preuve est apportée que cette question est désormais une question française et qu'elle est profondément liée à la question de nos équilibres financiers.

Nous sommes un pays qui a besoin de mettre au centre de sa réflexion, un pays qui a besoin de mettre au centre de la campagne présidentielle cette idée que, maintenant, nous sommes au rendez-vous crucial, que les cinq années qui viennent sont les années où nous devons concentrer toutes les

forces du pays, toutes les capacités intellectuelles, industrielles, financières, agricoles, agroalimentaires, touristiques, pour reconstruire ce que nous avons perdu et regagné filière par filière, champ de bataille par champ de bataille, les emplois qui nous font défaut et sans lesquels nous ne nous redresserons pas.

Et c'est pourquoi j'ai posé la question du "produire en France", question qui s'est au début installée au cœur de la campagne électorale vers laquelle, comme des papillons de nuit les autres candidats sont venus et peut-être, sentant la flamme trop chaude, ils sont repartis dans leur coin en ayant à peine effleuré cette question dont je fais devant vous une question centrale.

Si, comme je le crois, notre modèle social est insoutenable, si nous ne rebâtissons pas notre appareil productif, si nous ne nous remettons pas à produire chez nous, à créer des emplois et des richesses, si le modèle social est en jeu, là alors il faut que dans les mois qui viennent, les semaines qui viennent et les années qui viennent, la France tout entière fasse une obsession de cette question :

Ce que nous ne produisons plus, il faut que nous recommencions à le produire.

Et pour le produire, j'affirme à nouveau devant vous que, oui en effet il faut soutenir les consommateurs qui choisiront de consommer des produits réalisés en France pour encourager les industriels et les entrepreneurs à s'installer dans notre pays. S'ils n'ont pas un avantage à le faire, s'ils n'ont pas le sentiment qu'en affichant leur volonté de produire chez nous, pourquoi voulez-vous qu'ils résistent aux tentations de la délocalisation ?

Je sais combien c'est plus facile de croire que l'on va gagner en allant produire loin, et je le dis dans un pays où par exemple l'automobile est en question. Je le dis dans une région où l'automobile pose beaucoup de questions, je le dis en opposant les deux modèles, par exemple de Volkswagen et de Renault.

En 2005 -tous les chiffres que je donne sont vérifiables- Volkswagen produit en Allemagne exactement le même nombre de voitures que Renault produit en France, 1 200 000 pour Volkswagen en Allemagne, 1 200 000 pour Renault en France. Et, sept ans après, cette année, Renault produira en France seulement 440 000 véhicules, Renault a divisé par trois le nombre de véhicules qu'il produira dans notre pays, dans le même temps Volkswagen produira en Allemagne 2 200 000 véhicules.

Là où nous avons divisé par trois, ils ont multiplié par deux. S'il n'y a pas un chemin et une réflexion à conduire pour les pouvoirs publics dont je rappelle au passage qu'ils sont actionnaires de cette grande entreprise, car l'État français est actionnaire à 15% de Renault, il est même actionnaire de référence de Renault, s'il n'y a pas une question pour nous dans la comparaison de ces deux chiffres, alors c'est qu'on passe à côté de la réalité du pays. Et Volkswagen a des salaires supérieurs et il vient d'annoncer il y a deux semaines que cette année, pour gratification des résultats obtenus, les ouvriers de Volkswagen allaient recevoir chacun une prime de 7 500 euros !

On voit bien qu'il n'y a pas que le coût du travail qui est en question et qu'il est une préoccupation pour chacun d'entre nous que nous nous mettions à bâtir une stratégie pour les entreprises de notre pays, avec les banques de notre pays, avec les pouvoirs publics de notre pays, avec les autorités régionales de notre pays, avec les consommateurs de notre pays parce que le jour où les consommateurs se rendront compte que quand ils achètent un produit en France, il y a la moitié du produit qui leur revient directement par l'intermédiaire des charges sociales, par l'intermédiaire du financement de la Sécu, par les impôts qui vont soutenir les services publics.

Il n'y a pas que les emplois qui sont en jeu. Déjà c'est beaucoup les emplois, mais en réalité, les produits achetés par des consommateurs français et qui proviennent de France subventionnent à temps plein la totalité de ce qui fait la fierté de notre pays et de la solidarité dont à juste titre nous sommes fiers.

Et donc oui je dis qu'il est légitime que les pouvoirs publics français soutiennent l'intention des consommateurs français d'apporter leur action décisive à ce que nous allons reconstruire comme production française !

On a fait des labels Agriculture Biologique, à juste titre. On ne force personne à acheter agriculture biologique, mais au moins si le label existe et s'il est sérieux, le consommateur sait qu'il n'est pas grugé et que son action d'achat ira dans le sens qu'il souhaite.

On a fait des labels Commerce Équitable. Vous connaissez ce label, cela existe souvent dans le café, le coton. Que dit le label Commerce Équitable ? Il dit : nous vous donnons la garantie par ce label que les matières premières qui le composent ont été achetées au juste prix et que l'on n'a pas exploité les producteurs du tiers-monde qui le produisent.

Je suis pour le label Agriculture Biologique, je suis pour le label Commerce Équitable et je suis pour un label qui garantira au consommateur français qu'il soutient la production française par ses choix et par ses achats.

Une enquête récente a montré que les deux-tiers des Français étaient prêts à faire un effort mesuré pour que les produits qu'ils achètent soient directement enracinés dans la réalité de leur pays. Je trouve que c'est bien et que c'est juste.

Quelques-un d'entre vous peut-être ont suivi récemment sur la 6 l'émission « Capital » qui était consacrée, j'en étais très fier, à ce sujet du Produire en France. On a entendu le patron de cette grande entreprise dont tout le monde connaît le nom qui s'appelle Stabylo Boss qui permet de paraître sérieux quand on a un dossier entre les mains parce qu'on a surligné les lignes qu'il fallait... Je plaisante, notamment à l'égard des étudiants, je sais qu'ils ne font jamais cela, en tout cas aujourd'hui, de mon temps, c'était plus discuté... Mais enfin le patron de Stabylo Boss a dit : "Mais vous n'imaginez pas pour les consommateurs allemands comme c'est important de savoir l'origine du produit" et d'ailleurs c'est important aussi en France puisqu'on multiplie les publicités sur le thème de « qualité allemande » y compris les publicités en allemand pour les automobiles allemandes en France.

Eh bien je serai content le jour où il y aura des publicités en français pour expliquer que les automobiles françaises sont meilleures que toutes les autres, en France et en Allemagne.

Je parle de sujets de survie pour le pays. Je parle de l'emploi, je parle de notre modèle social. Je parle de ce qui nous menace comme crise. Excusez-moi de vous le dire, les autres candidats à cette élection n'usent que de sujets de diversion, de sujets secondaires, de sujets légers, de sujets frivoles, de sujets sans intérêt pour un pays.

On a eu, excusez-moi, de grands débats dans cette élection... Ces débats ont envisagé la question capitale de l'étiquetage des viandes sur les étals et, il s'agit de mesures purement publicitaires, autour du permis de conduire (sujet naturellement très important : j'ai moi-même proposé que le code soit enseigné au collège en sixième, cinquième, quatrième et troisième pour que les élèves ne soient pas dépourvus et qu'ils sortent du collège avec l'examen du code).

Mais enfin permettez-moi de le dire, le sujet de l'avenir du pays ce n'est ni l'étiquetage de la viande halal ni le permis de conduire, le sujet de l'avenir du pays c'est les emplois pour les Français, c'est le financement de notre modèle social, c'est la survie de ce que nous avons bâti au travers du temps.

Le sujet du pays, ce sont les valeurs que nous avons, dont nous avons fait le socle de notre projet national et que nous offrons au monde comme projet, pour lui aussi.

Sujets de diversion, sujets secondaires... alors que cette élection exige pour une fois que l'on ne tergiverse pas et que l'on bâtit la volonté nationale autour du modèle dont nous avons besoin pour sortir la France des difficultés où elle se trouve !

Eh bien ce modèle, j'ai dit ce qu'il y avait à regarder du côté du modèle allemand, mais on n'a pas besoin d'aller chercher des modèles qui soient des modèles lointains.

Nous avons des modèles sur notre sol. Il existe, dans notre pays, des régions qui, en avant-garde, ont fait qu'il y ait plus d'entreprises créées, moins de chômage, plus de ressources, une société mieux équilibrée et, permettez-moi de le dire à Rennes : on ferait bien de réfléchir en France au modèle breton !

Il y a eu, dans ce pays et dans cette région, une prise de conscience et en même temps une prise de confiance qui portent aujourd'hui des fruits qui sont très intéressants.

Il y a des parties de la Bretagne dans lesquelles le chômage est descendu à ce niveau de 4 % qui est le niveau même des régions les plus avancées de l'Allemagne, dans lesquelles en effet l'implantation d'entreprises nouvelles, le soutien par les collectivités locales -même si Pierre Méhaignerie n'est pas là je veux évoquer devant vous le pays de Vitré par exemple... Allez, je vais dire toute la phrase que j'avais en tête : "même si Pierre Méhaignerie n'est pas là... pour l'instant"... Mais il m'aura au moins été donné de saluer l'action de tout un pays et de toute une région au service de l'économie, au service de l'implantation des entreprises, au service de la création des services à l'entreprise, au service d'une certaine idée, comment dirais-je, de la prise de confiance des collectivités locales.

Et je dis que cette prise de confiance des collectivités locales, cette marge de liberté qui doit être offerte aux collectivités locales, cette marge d'initiative, cette reconnaissance du droit à l'expérimentation par les régions sur leur territoire ou par les départements sur leur territoire est pour moi une dimension essentielle de la réussite du nouveau modèle français que nous avons à construire.

Il n'est pas de réunion que nous ne vivions, Jean Arthuis et moi en particulier, où nous ne fassions la liste des absurdités que le centralisme ne cesse d'imposer à notre pays, avec des normes de plus en plus lourdes chaque fois changeantes, instables dans le temps, stupides pour un grand nombre d'entr'elles dans leur application, qui empêchent les français de faire ce qu'ils doivent faire pour que la France se reconstruise, non pas qui aident, non pas qui soutiennent, non pas même qui soient indifférentes, mais qui sont des obstacles sur le chemin que les Français ont besoin de suivre pour reconstruire leur pays !

Eh bien il faut rompre avec cette habitude-là.

J'étais hier à la Réunion et j'étais reçu par un de nos amis, jeune maire et conseiller général très dynamique qui s'appelle Thierry Robert, il est maire de Saint-Leu. Saint-Leu, c'est un exemple parmi dix mille, je pourrais en citer des listes et des listes. Il nous racontait qu'à Saint-Leu il y a une plage formidable, magnifique, seulement on ne peut pas marcher sur la plage parce qu'il y a des coraux morts sur la plage qui, évidemment, blessent les pieds des baigneurs. On ne peut même pas étendre une serviette parce que c'est contondant, c'est blessant. Alors il a acheté une machine qui travaille magnifiquement à l'Ile Maurice voisine, une machine qui broie les coraux morts pour en faire du sable.

Eh bien la direction de l'environnement, la Diren, lui a interdit de ne pas faire marcher cette machine parce que, dans les règlements arrêtés il est interdit qu'une machine à moteur passe sur la plage et donc il continue à avoir des coraux morts. Il a été obligé de laisser la machine au garage et les baigneurs ne peuvent toujours pas se baigner sur la plage de Saint-Leu !

Est-ce que ce n'est pas absurde ? Est-ce que ce n'est pas stupide ? Et je peux citer mille exemples... Écoutez, -je vous fais faire avec moi le tour de l'Outre-Mer- j'étais en Guyane, eau poissonneuse et

absence presque complète d'entreprises qui transforment le poisson. Il y a un monsieur qui s'est lancé pour faire ce qu'on appelle la deuxième transformation du poisson, du poisson fumé. La Guyane, je vous rappelle au cas où vous ne le sauriez pas ou vous auriez oublié passagèrement, c'est sur le continent latino-américain, c'est la plus grande frontière de notre pays avec un pays étranger, c'est avec le Brésil que nous sommes frontaliers sur la plus grande distance, ce qui ne manque pas de surprendre ceux qui auraient oublié cette réalité-là, le pays du monde avec lequel la France a la plus longue frontière, c'est le Brésil. Et donc ce monsieur se lance. Je rappelle que la Guyane, c'est en tout cas la plus grande forêt du continent européen, elle est en Amérique du Sud, mais c'est tout de même par son appartenance nationale la plus grande forêt, immense forêt primaire comme chacun sait qui fait une part importante même du territoire français. Et ce monsieur donc a voulu fumer du poisson. Eh bien, on lui a imposé une norme qui l'oblige à venir acheter du bois de hêtre en France, sur le territoire métropolitain, parce que la norme exige que le poisson fumé en Europe soit fumé avec du bois produit au sein des forêts de hêtres françaises !

Est-ce que ce n'est pas stupide ? Il importe en Guyane, plus grande forêt de notre pays, du bois de hêtre métropolitain pour fumer son poisson !

On marche sur la tête, le pays marche sur la tête !

Jean Arthuis a dû se battre comme un lion -c'est sa véritable nature, en tout cas c'est son signe astrologique... non là j'invente sur le signe astrologique- comme beaucoup d'entre vous, il a observé qu'un des principaux problèmes pour les familles, c'était la garde des enfants. Et donc il a eu l'idée de favoriser des maisons d'assistantes maternelles pour offrir une offre de garde d'enfants plus large. Il a dû se battre comme un lion parce qu'on voulait lui interdire, cela ne correspondait pas à un certain nombre de règlements et même de lois. Il a obtenu le changement de la loi, mais n'eût-il pas été sénateur et n'eût-il pas été parmi les sénateurs Jean Arthuis président de la commission des finances, ancien ministre, il aurait toujours pu « siffler dans le violon » !

Eh bien moi je considère que notre pays a à gagner en autonomie des collectivités locales. Si les régions existent, si les départements existent, si les communes existent, il faut les laisser respirer, il faut les laisser agir, il faut que dans notre pays, l'initiative retrouve sa place et qu'on donne le droit à l'expérience au service des citoyens.

Cela ne sera pas une atteinte à l'égalité, cela sera un enrichissement de la liberté, de la fraternité dans notre pays.

Et je dis au passage, s'agissant de la Bretagne, qu'il faudra aussi reconnaître aux populations concernées le droit de composer les régions comme elles le souhaitent en additionnant les départements si elles l'entendent ainsi !

Cela va se faire en Alsace, il n'y a pas de raison que cela ne se fasse ailleurs !

Je réponds ainsi à une jeune fille qui m'a apostrophé dans le train en disant : "Monsieur, je trouve votre programme très bien, mais il y a une chose que je ne sais pas c'est qu'est-ce que vous pensez de la réunification de la Bretagne ?" Eh bien maintenant cette jeune fille sait ce que j'en pense, c'est votre affaire, et vous devez vous voir reconnaître le droit de prendre les décisions qui s'imposent en cette matière.

Et ceci est vrai aussi en matière culturelle. Je m'honore d'être le ministre de l'Éducation qui a sauvé Diwan, comme j'ai sauvé les Ikastolas, comme j'ai sauvé un certain nombre d'autres écoles qui voulaient transmettre la langue. Je dis que c'est complètement régressif dans notre pays que le président de la République présente la signature de la Charte de protection des langues et cultures régionales comme une menace pour la France ! Je veux lui rappeler que la France, c'est la diversité, et que l'unité est plus grande lorsque la diversité est reconnue, que les langues de France font partie de notre patrimoine national.

Je prétends, et je ne voudrais pas me flatter en le disant, que je ne parle pas plus mal français parce que je parle béarnais ou gascon ou occitan ou basque ou gallo ou alsacien ou corse. Je veux même dire à ceux qui craignent que probablement on parle mieux une langue quand on est capable d'en entendre, d'en comprendre une autre, de saisir les nuances, de saisir la richesse du vocabulaire, de voir comment pensent des langues différentes, et qu'on est capable d'apprendre davantage de langues dès l'instant qu'on en parle plusieurs plutôt que d'être condamné à n'en parler qu'une seule.

Cela fait partie de cette autonomie nécessaire pour les régions que de pouvoir porter, défendre, une politique culturelle, notamment une politique linguistique.

Qu'est-ce que cela enlève aux autres ? En quoi cela gêne-il quelqu'un sur le territoire national que de plus en plus de Bretons souhaitent continuer à parler breton ? En quoi cela gêne-il ? Où que des Basques continuent à parler basque ? Ou que demain des Béarnais -ils ne sont pas assez nombreux encore- continuent à parler béarnais ?

Je trouve que cela apporte au pays, cela apporte au patrimoine culturel, cela fait partie de notre richesse commune. Si nous sommes un pays enviable, c'est parce que nous avons additionné toutes ces cultures et il est bon de les respecter et il est bon de les promouvoir et il est bon de les porter vers l'avenir.

Et vous voyez que tout se tient : l'emploi, l'équilibre, les équilibres fondamentaux dans notre pays des finances publiques, la suppression des déficits, tout cela est mêlé.

Le soutien des collectivités locales à des entreprises ou à des volontés économiques ou à des stratégies économiques est absolument précieux. Pour cela, il faut qu'elles aient plus de liberté.

Et de la même manière se tient l'œuvre essentielle de reconstruction de l'Éducation nationale que nous avons à conduire en France. Une de nos faiblesses aujourd'hui et une de nos richesses demain sera la volonté que je défends devant vous que l'école de France retrouve la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre parmi les écoles des nations les plus avancées de la planète.

Depuis des années, et c'est pour moi non seulement un sujet de préoccupation, mais une souffrance personnelle... J'ai quitté le ministère de l'Éducation il y a quinze ans, les moins de 20 ans ne se souviendront guère de cette époque, mais depuis des années, depuis quinze ans, douze ans, l'Éducation nationale française chaque année est plus mal classée parmi les pays du même niveau des pays de l'OCDE. Sur 35 pays, l'an dernier nous étions classés 24^{ème} en compréhension de l'écrit, nous étions classés 25^{ème} en calcul, et nous étions classés 34^{ème} sur 35 en inégalité scolaire !

Eh bien, excusez-moi, ceci est purement et simplement inacceptable, pas seulement parce qu'un pays comme le nôtre a besoin d'avoir des jeunes formés pour pouvoir avoir une Recherche efficace, mais purement et simplement inacceptable si l'on croit que liberté, égalité, fraternité, cela veut dire quelque chose dans un pays !

C'est inacceptable en fraternité, c'est inacceptable en égalité des chances, c'est inacceptable en valeur républicaine. Si on est humaniste, on doit considérer qu'il y a là une priorité des priorités.

Je veux reconstruire l'Éducation nationale chez nous et je veux le faire en commençant par l'école primaire.

Je veux dire devant vous, même s'il serait plus facile d'être populaire en disant autre chose, que je ne crois pas une seconde à l'annonce, à la promesse de créer des dizaines de milliers d'emplois supplémentaires, 60 000 emplois, dans l'état que nous décrivions de notre pays et de son budget.

Je ne crois pas une seconde que cela se fasse. Je ne crois pas une seconde d'ailleurs que cela puisse se faire. L'an dernier, alors qu'on était à cette règle du « un sur deux » que l'on ne remplacerait pas, il y a 16 000 enseignants de l'enseignement secondaire qui sont partis à la retraite. On a donc mis au

concours 8 000 postes. Eh bien, sur ces 8 000 postes de CAPES et d'agrégation, il y en a 1 000 qui n'ont pas pu être pourvus faute de candidats au niveau nécessaire !

Alors celui qui m'explique que l'an dernier on n'a pas pu en recruter 8 000, mais que l'an prochain on pourrait en recruter 24 000 ou 28 000, celui-là se moque de moi. Et moi, j'ai un contrat de confiance avec les Français.

Ce contrat est simple, il tient en une ligne : je suis engagé à dire la vérité sur tous les sujets au peuple de citoyens que nous formons ensemble !

Je ne varierai pas d'un millimètre sur cette ligne. Je suis là pour dire la vérité, pour ne pas raconter d'histoires, et j'affirme devant vous que seul aime le peuple celui qui a choisi de lui dire la vérité. Les autres qui l'abusent, les autres qui « l'enfument », les autres qui le trahissent, ils trahissent le contrat démocratique qui doit unir les citoyens et les élus et les candidats dans une République digne de ce nom.

Et engager à reconstruire l'Éducation nationale, je dis que cet enjeu premier se joue d'abord à l'école primaire. Je dis que cet enjeu premier se joue d'abord sur des choses aussi simples, aussi basiques que l'est la maîtrise de la lecture, de l'écriture, de la langue française, des nuances de la langue française, j'allais dire de l'amour de la langue française pour des enfants qui, sinon, n'ont aucune possibilité de suivre dans l'enseignement secondaire.

Oh on les fait passer en sixième, on les fait monter de sixième en cinquième puis en quatrième. La vérité est qu'ils sont relégués sur le bord de la route, et parce qu'ils ne peuvent pas obtenir de reconnaissance scolaire, ils sont au sein de la classe des élèves qui « mettent le bazar » pour simplifier, parce qu'il faut bien qu'ils trouvent un moyen de reconnaissance d'une manière ou d'une autre.

Je dis que la générosité, l'humanisme, la volonté de reconstruire passe par une décision simple et évidente aux yeux de tous : on ne doit pouvoir entrer en sixième que si on maîtrise la lecture, l'écriture et la langue française. Autrement, cela n'a aucun sens.

Et il nous revient comme pouvoir public, lorsque des élèves ne sont pas en situation de le faire, premièrement de changer pour l'avenir les conditions qui ont entraîné cet échec-là. Nous avons ici connu, pour un certain nombre d'entre nous, un temps dans lequel l'école de la République apprenait à lire absolument à tous les enfants, quelle que soit la famille dont ils étaient originaires, quel que soit le milieu social d'où ils venaient... J'ai grandi dans un village et je vous assure que dans ce village il n'y avait pas de livre dans toutes les maisons et de très loin, mais je puis vous assurer que tous les enfants passaient le certificat d'étude sans aucune exception, et je puis vous assurer que le niveau de certification d'étude de cette époque, si on voulait le comparer précisément au niveau d'examens aux noms beaucoup plus avantageux aujourd'hui, le déséquilibre ne serait pas forcément dans le sens que l'on croit.

Et d'ailleurs, du point de vue de l'orthographe, du point de vue de la grammaire, du point de vue même de la graphie, du dessin des lettres, il y avait à cette époque-là dans l'école de la République avec les hussards noirs, comme Charles Péguy en a imposé l'expression, il y avait un niveau de compétences obtenu par les élèves qui doit être pour nous un modèle à ne pas abandonner au passé, mais au contraire à reconquérir pour l'avenir. Je suis de ceux qui pensent que l'école de la IIIème République, elle n'appartient pas au passé, elle appartient à la République et donc à l'avenir de la nation.

Et ce sera même une manière, je le crois moi, de lutter contre la violence. Parce que la violence chez les plus jeunes vient souvent de l'incapacité dans laquelle ils sont enfermés à exprimer ce qui bouillonne en eux. Alors, il faut bien que ça sorte et ça sort par des gestes qui sont des gestes qui dérapent, qui s'en vont. Moi je crois que quand on donne la langue à un enfant, on lui donne le

moyen de l'équilibre, on lui donne le moyen de l'expression, on lui donne le moyen de la confiance en lui, on lui donne le moyen de la découverte des connaissances et de la construction de soi-même.

Je veux, je voudrais, je ferai tout ce que je peux pour que l'école redevienne le lieu où, d'où que l'on vienne, de quelque milieu que l'on vienne, de quelque culture que l'on vienne, on ait accès à cette égalité première qui est la langue pour tous les enfants, la lecture pour tous les enfants, l'écriture pour tous les enfants.

Si nous faisons cela, nous aurons fait un pas formidable vers l'avenir du pays. Je ne crois pas une seule seconde qu'il n'y ait pas dans l'école française les ressources qu'il y a dans l'école coréenne, dans les écoles scandinaves ! Je suis persuadé que nous avons, en tout cas pour un très grand nombre d'entre eux, des enseignants qui obtiennent des résultats au moins aussi bons dans leur classe. Le problème est que quelle que soit l'expérience que l'on a, de méthode d'enseignement, de proximité avec les enfants, de réussite dans les classes que l'on vous confie, personne ne vient jamais voir ou vous demander comment vous avez fait pour obtenir les résultats que vous obtenez. C'est une mine à ciel ouvert qui n'est pas en exploitation.

Eh bien je dis qu'un des moyens de progrès de l'école française, c'est qu'on aille observer avec attention, en produisant les recherches nécessaires, les résultats obtenus par tel ou tel maître exceptionnel, vous en avez rencontré chacun dans votre vie, et qu'on rebâtisse la formation des enseignants à partir de la réussite de ceux qui, dans les classes, ont fait la preuve qu'ils pouvaient conduire les enfants dont ils avaient la charge à leur meilleur niveau.

Il y a beaucoup d'enseignants qui réussissent dans leur classe. C'est d'ailleurs pourquoi je ne participe jamais à ces campagnes qui sont conduites en France pour persuader tout le pays que les enseignants sont irresponsables, qu'ils ne veulent pas travailler, qu'ils sont constamment en congé maladie, qu'ils ne sont pas à la hauteur des exigences qu'on attend d'eux. Et même, je voudrais bien voir quatre heures dans une classe de quatrième dans un lycée normal d'une région normale de France, même pas dans des quartiers difficiles, je voudrais voir ce que donnent dans ces quatre heures d'enseignement ceux qui prétendent à la télévision que les enseignants français ne font pas leur travail et qu'il va falloir les obliger à la pointeuse ! Je voudrais bien que quelqu'un m'explique comment on peut faire dix-huit heures de cours sans avoir des heures de préparation, des heures de correction, des heures de conseils de classe, des heures de réunions parents-professeur, et je dis avec certitude que toutes les études qui ont été conduites dans notre pays ont montré que l'immense majorité des enseignants faisait plus de trente cinq heures de service dans leur semaine !

D'ailleurs, en parlant d'allègement, j'aimerais bien qu'on regarde de près les emplois du temps qui sont si lourds d'un certain nombre d'élèves dans un certain nombre de classes. J'ai un petit-fils qui est en seconde, qui a trente-sept heures de cours par semaine. Eh bien je voudrais qu'on m'explique comment on peut avoir trente-sept heures d'enseignement utile dans une semaine scolaire. Comment on peut faire que des élèves au collège ou au lycée aient un horaire d'enseignement obligatoire, sans compter les devoirs et les leçons à apprendre, qui dépasse l'obligation horaire de leurs parents lorsqu'ils sont employés dans les entreprises privées ?

Et je suis sûr qu'il y a là, dans une meilleure organisation de la semaine, des moyens à récupérer pour que l'on puisse faire du soutien, des options, et Dieu sait que je suis défenseur d'un certain nombre de ces options qui me paraissent tout à fait essentielles pour l'égalité des chances et l'égalité de la condition scolaire d'un certain nombre des élèves !

En tout état de cause, ce sujet doit être placé devant nous comme un sujet central.

Bien sûr il y a des sujets qui tiennent à l'université, bien sûr il y a des sujets qui tiennent à l'orientation, bien sûr il y a des sujets qui tiennent à la formation professionnelle.

Je suis frappé chaque fois que je visite -je l'ai fait encore en Mayenne récemment- des instituts de formation par alternance, de ce bonheur dans le regard des étudiants qui suivent ces formations par

alternance. Je demande qu'on conserve ce critère, seulement celui-là, vous leur posez la question : "êtes-vous heureux de faire ce que vous faites ?" À 100% la réponse est : "oui, c'est formidable parce que cela nous donne de l'autonomie, cela nous apprend à découvrir l'entreprise, c'est un métier qui nous est garanti à la sortie." Je vous le dis, je ne comprends pas les réticences qui dans un certain nombre de milieux sont répandues contre cette formation par alternance et qui est un des atouts pour l'avenir de la France !

Voilà ce que nous avons besoin de faire : produire chez nous, équilibrer nos comptes, reconstruire l'Éducation nationale en garantissant ses moyens. Autant je ne crois pas aux dizaines de milliers de postes supplémentaires, et je suis absolument certain qu'il s'agit d'une promesse abusive, autant je pense en effet que pour donner un signe d'intérêt, il faut que l'Éducation nationale soit garantie dans les moyens actuels qui sont les siens aujourd'hui, et je prends l'engagement de faire que les départs à la retraite seront remplacés poste pour poste, les enseignants qui partiront pour suivre d'autres carrières ou pour s'aérer et avoir une autre expérience de la vie soient remplacés de manière qu'il n'y ait plus ces coupures annuelles ressenties comme profondément blessantes dans les moyens de l'Éducation nationale.

C'est un grand effort que je propose, mais cet effort me paraît nécessaire parce que c'est un investissement pour l'avenir qui me paraît garantir le contrat que la nation doit passer avec son école.

Et puis, nous avons un dernier sujet à traiter et ce sujet, ce matin encore dans une enquête, il est plébiscité par les Français. C'est : nous avons à prendre une décision qui ne tergiversera pas, une décision qui s'imposera à tous, nous avons à prendre des décisions annoncées depuis des années et toujours retardées pour obtenir la moralisation de la vie publique dans notre pays, dont il a tellement besoin !

Il y a des années que sur ces sujets tous les partis, et notamment les deux partis qui exercent alternativement ou ensemble le monopole du pouvoir, le Parti socialiste et l'UMP, sont venus devant nous, devant les Français, expliquer que oui ils allaient le faire... pour la prochaine fois ! Il y avait une fable qui disait : "demain, on rase gratis" et quand le client revenait chez le barbier le lendemain et réclamait que soit tenue la promesse, on lui disait : "mais vous voyez ce panneau, monsieur, c'est écrit dessus : *demain* on rase gratis" !

Eh bien c'est comme cela que fonctionne la question des règles qui doivent imposer un changement des pratiques qui nous ont fait tant de mal dans la vie politique française.

Et c'est pourquoi j'ai dit : j'organiserai un référendum, je propose la date du premier tour des élections législatives, c'est-à-dire le dimanche 10 juin, pour que toutes ces questions qui traînent depuis des années soient traitées une bonne fois pour toutes.

Alors, la moralisation de la vie publique, je vais énumérer les principaux chapitres que j'ai à l'esprit.

Il y a des années qu'on nous rebat les oreilles avec les engagements des uns et des autres pour mettre un terme au cumul des mandats qui est une anomalie complète de la démocratie française. Je propose qu'on n'en parle plus mais qu'on le fasse, et que le premier dimanche de juin on décide que quand on est député dans la République française, ce soit un mandat qu'on doive exercer et un seul.

Je propose qu'il ne soit plus admis en France qu'on puisse voter à l'Assemblée Nationale ou au Sénat sans être présent dans l'hémicycle. On vous fait voter, vous ne savez même pas que le vote est organisé !

Je propose que tous les votes, comme ils le sont au Parlement européen, soient des votes publics et que les citoyens puissent consulter le vote qui sera émis par leurs élus, qu'il y ait transparence dans ces votes.

Je propose que soient appliquées les conclusions de la commission qui a été présidée par M. Jean-Marc Sauvé pour éviter le mélange des intérêts privés et de l'intérêt public dans notre pays, et qu'en particulier les élus soient soumis à une déclaration d'intérêts pour qu'on sache dans quel domaine ils n'ont pas le droit de participer à la décision puisque les intérêts personnels s'y trouvent engagés. Cette règle est appliquée au Parlement européen, je trouve que c'est une règle de bon sens et une précaution qui aurait évité, les années passées, bien des dérapages dans l'organisation du gouvernement en France.

Je propose qu'on mette un terme à toutes ces structures complètement bidon, dont le but est uniquement de tourner la loi sur le financement des partis politiques. Je suis pour l'interdiction des « micro-partis » qui sont de faux partis et qui ne servent qu'à une chose : à financer indûment par des réseaux les réseaux politiques en question.

Je propose qu'enfin et une bonne fois pour toutes dans notre pays on reconnaisse la validité du vote blanc, parce que c'est un vote citoyen, c'est un acte citoyen que d'aller participer à un vote, même si c'est pour dire que l'offre politique ne vous convient pas. C'est un acte qui a autant de poids que le vote de celui qui va se résigner à choisir un candidat malgré lui, et on sait bien que cela existe dans un grand nombre de cas.

Je propose qu'on reconnaisse une bonne fois pour toutes l'indépendance de la justice en obligeant pour la nomination du Garde des Sceaux, ministre de la Justice, qu'il reçoive un vote de confiance qui obligera à l'accord de la majorité et de l'opposition, pour qu'il soit au-dessus des considérations partisans et qu'il ne soit plus seulement soumis à l'exécutif. Je suis pour la reconnaissance de l'indépendance du pouvoir judiciaire dans notre pays.

Je suis pour qu'on traite la question de l'indépendance des médias et qu'on enlève au président de la République le pouvoir qu'il s'est arrogé de nommer lui-même, arbitrairement, ou en tout cas personnellement, les présidents des chaînes de l'audiovisuel public en France ! Parce que les chaînes de l'audiovisuel public n'appartiennent pas au pouvoir, elles n'appartiennent pas à l'exécutif, elles n'appartiennent pas au président, elles appartiennent aux téléspectateurs qui paient la redevance audiovisuelle, quelle que soit leur opinion !

Et je prends l'engagement qu'on mettra en place un haut conseil dans lequel le pluralisme des opinions sera représenté et dans lequel les usagers de la radio et de la télévision et les professionnels de la radio et de la télévision seront représentés pour que la nomination de leur président soit au-dessus des contingences partisans.

Et je prends l'engagement de restaurer en France l'Etat impartial, l'Etat qui ne dépend pas seulement de deux partis, mais qui est ouvert s'agissant des fonctions au sein de l'Etat, des responsabilités au sein de l'Etat, uniquement à trois critères : la compétence, l'exigence et la loyauté. Je veux que ce soient les seuls critères qui soient mis en place... et pas la carte de parti !

J'indique au passage que j'ai été extrêmement choqué, je distribue avec équité les critiques entre ces deux partis-là, que François Hollande recevant des experts hauts fonctionnaires, vous savez le moment des alternances ou bien où l'on croit qu'il y aura des alternances, la perspective d'alternance c'est comme on dit pour les troupeaux dans les Pyrénées, c'est la transhumance. Les hauts fonctionnaires qui étaient ici se débrouillent pour passer là, de droite à gauche ou de gauche à droite alternativement, parce qu'ils ont remarqué depuis longtemps cette chose scandaleuse que c'est par la préférence partisane que se font les carrières au sommet de l'Etat.

Eh bien je considère que c'est une faiblesse pour la République et je prends l'engagement que nous imposerons au contraire des décisions impartiales au sommet de l'Etat, des nominations impartiales

au sommet de l'Etat, fondées je le disais, uniquement sur la compétence, l'exigence et la loyauté des hauts fonctionnaires.

Et enfin, je prends l'engagement que s'agissant de la campagne présidentielle, on règle les affaires de telle manière que plus jamais le soupçon ne puisse peser sur le financement de ces campagnes comme il le fait depuis des échéances trop nombreuses, depuis de trop longues années. Je prends l'engagement que nous abaisserons les plafonds de dépenses de manière qu'on ne puisse plus gaspiller les millions comme on le fait dans les campagnes présidentielles depuis trop longtemps. Et je prends l'engagement que ce plafond de dépenses étant abaissé, nous n'accepterons plus que ce soient des réseaux d'influence financière qui financent la campagne présidentielle en France. Je suis pour qu'une bonne fois pour toutes on sache que, chez nous, l'égalité de traitement entre les candidats sera rétablie comme elle mérite de l'être.

Et vous voyez que si l'on a en tête ces enjeux essentiels, je n'ai abordé devant vous aucun sujet de diversion, aucun sujet secondaire, aucun sujet accessoire, je n'ai parlé que de ces sujets qui doivent faire le souci de chaque citoyenne et de chaque citoyen au moment de prendre la décision la plus importante dans une des circonstances les plus cruciales de notre pays depuis des décennies, uniquement les sujets centraux :

- reconstruire l'emploi par le produire en France
- reconstruire l'équilibre de notre pays dans son budget pour que nous retrouvions l'indépendance et la fierté et le regard droit des peuples qui ne sont pas soumis au surendettement,
- reconstruire l'Éducation nationale, parce que c'est de cela dont nous avons besoin pour que notre projet de société et la compétence et la force de notre pays soient rétablis,
- moraliser la vie publique.

Si nous avons ces quatre objectifs devant nous, alors nous allons atteindre la condition nécessaire à tout redressement et à toute reconstruction, c'est-à-dire que nous allons rebâtir la confiance entre les citoyens et ceux qui ont la charge de les gouverner pendant la période considérée. La confiance, le mot sans lequel rien n'est possible et avec lequel tout est possible.

Je suis absolument certain que cette confiance peut être atteinte.

Le message que je porte devant vous est un message d'optimisme, à une condition ultime, c'est que nous sachions nous réunir.

Tous ceux qui depuis des années ont organisé la vie politique française comme une guerre civile entre deux camps opposés et qui sur tout sujet sont incapables de trouver le terrain d'entente qui rende aux citoyens la volonté et la perspective de leur avenir, ceux-là ont rendu un mauvais service au pays. Ils ont créé une situation dans laquelle chacun des deux camps est soumis aux extrêmes.

Le parti de l'UMP à droite est soumis à l'influence de l'extrême-droite, et le Parti socialiste en France est désormais soumis à l'influence de l'extrême-gauche. Et je vous dis ceci : il n'existe, dans l'histoire, feuilletiez les livres d'histoire, aucun exemple de pays qui s'en sorte lorsque l'influence des extrêmes devient prépondérante dans ce pays. Et il existe d'un côté l'extrême division et de l'autre l'extrême illusion.

Prétendre en France aujourd'hui qu'on puisse rétablir le pays en décidant du jour au lendemain de porter le Smic à 1 700 euros, d'instaurer la retraite à soixante ans à taux plein pour tout le monde et que d'ailleurs aucune retraite ne serait inférieure au Smic, créer immédiatement 800 000 postes de fonctionnaires titulaires dans la Fonction publique, rembourser à 100% toutes les dépenses de santé, mes chers amis, c'est peut-être une illusion, mais c'est une illusion qui est un poison mortel !

On va conduire le pays jusqu'à l'accident ! Et cet accident, si l'on retenait des idées de cet ordre, ne tarderait pas.

Je veux que nous soyons, en France, le rempart contre les dérapages que nous promettent les extrêmes. Il n'existe qu'une force politique qui garantit à la France qu'elle peut trouver un équilibre de ses institutions, un équilibre de sa majorité, qui soit volontaire et qui soit large, qui permette de travailler ensemble, comme cela a été si souvent le cas en Bretagne, à des gens qui vont du centre droit jusqu'au centre gauche, une volonté de reconstruire le pays en écartant les risques des extrêmes, c'est nous qui portons cette proposition devant les Français et nous sommes les seuls à offrir cette garantie à ceux qui ont pour l'avenir le souci de l'équilibre de la France.

Et nous sommes donc les seuls à pouvoir réunir des sensibilités différentes pour entamer l'œuvre de redressement et l'œuvre de reconstruction dont la France a un si urgent besoin parce que nous savons, comme nous l'avons écrit sur nos affiches, cette vérité simple, cette vérité fondamentale et qui a été si souvent prouvée en Bretagne : un pays uni, rien ne lui résiste !

Merci de votre présence, de votre chaleur, de votre soutien et de votre exemple !